République Française — Département des Alpes de Haute-Provence — Liberté Egalité Fraternité

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978



37 ans, marié, 2 enfants.
Avocat à la Cour.
Vice Président du Conseil Général
des Alpes de Haute-Provence

CANDIDATURE DE

François MASSOT

suppléant : Eliane JUGY

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE
ET PARTI SOCIALISTE



46 ans, mariée, 4 enfants
Conseiller Municipal
de Digne

Electrices, Electeurs, Chers Compatriotes,

Sous la double investiture du Mouvement des Radicaux de Gauche et du Parti Socialiste, je me présente à vos suffrages pour conserver à la Gauche un siège qu'elle détient presque sans interruption depuis 1936, malgré les secousses qui ont agité la France pendant ces quarante dernières années.

A ceux qui ne me connaissent pas encore, j'indique que je suis né à SEYNE-les-ALPES, le 9 Juin 1940, d'une famille profondément enracinée dans le département tant du côté paternel que du côté maternel. Je suis Licencié en Droit, Diplômé d'Etudes Supérieures (doctorat de droit privé) et Avocat à la Cour depuis 14 ans. J'ai été élu Conseiller Général du Canton de TURRIERS en 1970 et réélu en 1976. Je suis Vice-Président du Conseil Général.

Madame Eliane JUGY a bien voulu accepter d'être mon suppléant. Elle est originaire de SISTERON. Fort connue et estimée à DIGNE, où elle demeure depuis 25 ans, elle s'occupe de nombreuses associations culturelles et sportives. Elle a été élue en 1976 Conseiller Municipal de DIGNE, sur la liste d'Union de la Gauche.

Notre objectif est celui qui est précisé dans le Programme Commun de 1972, tel qu'il vient d'être réactualisé par le M R G et le P S. Il n'est nullement révolutionnaire. Il tend seulement à apporter aux Français le véritable changement promis depuis si longtemps par la majorité et qui ne s'est traduit en vingt ans de pouvoir que par des mesures sporadiques. Ce n'est pas le médiocre programme de législature présenté, le 7 Janvier dernier à BLOIS, qui amènera le renouveau. Le véritable changement s'inscrit dans un contexte de liberté, de justice sociale, d'égalité devant l'effort à fournir pour le redressement du pays.

Voici, très brièvement résumées, la plupart des mesures qui nous paraissent réalisables en divers domaines pour atteindre ce but :

POLITIQUE ECONOMIQUE

Dans le cadre d'une planification économique plus incitatrice que contraignante :

— Maîtrise ou contrôle des grands moyens de production jouant un rôle essentiel dans la marche de l'économie nationale.
— Réforme de la fiscalité dans un sens plus équitable et plus humain.
— Aide et encouragement au petit commerce, à l'artisanat, aux petites et moyennes entreprises, se traduisant par :
  — l'égalité en matière d'impôts sur le revenu,
  — l'harmonisation des régimes sociaux avec ceux des salariés,
  — la limitation de l'implantation des grandes surfaces,
  — la revalorisation du travail manuel,
  — l'adaptation des circuits bancaires aux besoins particuliers des commerçants et artisans, afin qu'ils puissent bénéficier de prêts à taux modéré pour réaliser des travaux d'équipement et de modernisation.
  — la concertation préalable pour la fixation des prix.

POLITIQUE SOCIALE

Elle tendra à améliorer le sort des personnes les moins favorisées et par là indirectement à faciliter le redressement économique en relançant la consommation :

— Relèvement du SMIC à 2400 Francs par mois.
— Abaissement des charges sociales des petites et moyennes entreprises.
— Réduction de la durée du travail permettant la création d'emplois nouveaux.
— Abaissement de l'âge de la retraite, ce qui libèrera des emplois.
— Egalité de traitement pour tous les travailleurs sans distinction de sexe.
— Formation professionnelle des jeunes afin de faciliter leur insertion dans la vie moderne.

— Amélioration du sort des personnes âgées et des handicapés en leur assurant une retraite minimum décente.
— Idemnisation plus rapide des rapatriés.
— Règlement définitif du contentieux des Anciens Combattants.
— Indexation des rentes viagères.
— Gratuité effective de l'enseignement à tous les niveaux.
— Aide aux établissements socio-culturels qui seront largement ouverts aux déshérités et aux exclus de la société.
— Généralisation de l'éducation physique et sportive.

POLITIQUE AGRICOLE

Elle tendra à développer et moderniser l'Agriculture et améliorer les conditions de vie des travailleurs de ce secteur par :

— Une intégration de la politique agricole dans une politique économique d'ensemble de manière à arriver à une réelle parité du revenu agricole avec les revenus des autres secteurs.
— Une organisation et régulation des marchés avec programmation contractuelle de la production et de la commercialisation des produits agricoles.
— L'aménagement de l'espace rural dans un cadre régional tenant compte des besoins d'industrialisation, de la protection de la nature et du tourisme.
— Une protection sociale plus efficace pour les travailleurs de l'agriculture.
— Le développement de l'enseignement agricole et aide accrue en faveur des jeunes agriculteurs.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MONTAGNE

Elle recherchera tous les moyens propres à mettre un terme à la désertification des régions montagneuses :
— Aide à l'élevage.
— Reconstitution du patrimoine forestier.
— Développement du tourisme, plus particulièrement du tourisme social (camping à la ferme, petite hôtellerie, gîtes), en conservant toutefois un équilibre harmonieux entre l'agriculture et les nouvelles activités.
— Maintien et amélioration des services publics dans les zones à faible densité de population, écoles, postes, transports).
— Règlementation très sévère de l'énergie nucléaire et recherche d'énergies nouvelles.

DEFENSE DES LIBERTES

Tous les progrès que nous souhaitons ne pourront être réalisés que dans un respect et un développement des libertés individuelles et collectives :

— Garanties fondamentales données à l'opposition politique pour qu'elle puisse efficacement s'exprimer. ce qui est la condition même de la vie démocratique et du respect de l'alternance ; large accès à la radio et à la télévision ; protection de la presse d'opposition; financement par l'Etat des partis politiques.
— Lutte contre le développement inexorable de la bureaucratie qui constitue l'une des pires atteintes aux libertés du monde moderne : il ne s'agit pas de dresser le citoyen contre l'Etat mais, au contraire, de rendre l'Etat au citoyen.

Pour cela nous formons les propositions suivantes :

— L'information administrative sera ouverte à tous.
— Les décisions administratives seront motivées.
— Les recours au juge administratif auront un effet suspensif d'exécution.

— Suppression de toutes les discriminations qui subsistent dans notre législation, notamment à l'égard des femmes.
— Décentralisation immédiate des structures administratives et développement des pouvoirs de contrôle des travailleurs dans les entreprises.
— Encouragement de la liberté d'entreprendre surtout pour les petites et moyennes entreprises.

A ce sujet, il y a lieu de maintenir, même après la nationalisation du secteur bancaire et financier une très large concurrence entre les organismes de crédit.

AU PLAN LOCAL ET REGIONAL

Nous poursuivrons le développement économique de notre département tout en préservant ce qui fait son originalité. Ceci sera possible dans le cadre des mesures générales déjà envisagées et plus particulièrement grâce à :

— l'amélioration du réseau routier départemental et vicinal
— la création de grands axes routiers qui établiront une liaison rapide avec les régions avoisinantes et l'Italie et la réintégration dans le réseau national de la Route départementale 900 de la Vallée de l'Ubaye,
— la modernisation et le développement du réseau téléphonique.
— l'implantation d'industries nouvelles non polluantes où les jeunes trouveront du travail,
— le captage de l'énergie solaire que le ciel de Provence met à notre disposition,
— l'aide accrue aux communes pour la réalisation de leurs aménagements et aux particuliers pour la modernisation de leur habitat,
— et tout cela dans le plus grand respect des sites qui constituent notre patrimoine ancestral.

Vingt ans de pouvoir sans partage de la droite ont creusé les disparités existant entre les Français.

Il est grand temps d'adopter une autre politique. Nous proposons, aujourd'hui, à nos compatriotes de vivre mieux et autrement.

Ce n'est pas un rêve inaccessible. Il est à notre portée si nous unissons nos efforts.

Vivent les Alpes de Haute-Provence
Vive la République
Vive la France

VU LE CANDIDAT,

IMPRIMERIE DES PETITES AFFICHES - B. VIAL - DIGNE